(λ)

(N° 146.)

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1919-1920

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES

DE L'EXERCICE 1920 (1).

Tableau VI. — Sciences et Arts.

Rapport de la Commission des Sciences et des Arts.

Présents : MM. HOUZEAU DE LAHAIE, président; LE JEUNE, MEYERS,
VANDE VENNE et DERBAIX, rapporteur.

MESSIEURS,

Plusieurs rapports des Commissions du Sénat qui ont examiné le Budget de l'exercice 1920, tout en constatant la nécessité de l'augmentation d'un grand nombre de crédits, signalent, avec insistance, l'accroissement exagéré de certaines dépenses de l'État. L'augmentation du nombre des fonctionnaires, l'acquisition ou la location d'immeubles destinés aux bureaux des administrations publiques, les frais de route, jetons de présence, etc., occasionnent des dépenses considérables que l'on justifierait difficilement en présence de la détresse des finances publiques. La Commission des Sciences et des Arts ne peut que faire écho aux doléances exprimées à ce sujet dans les rapports des autres commissions.

Peu d'observations ont été présentées au cours de l'examen du Budget en commission.

Le rapprochement des chiffres des divers chapitres du Budget du dernier exercice normal (1914) et de l'exercice courant a paru cependant tellement suggestif qu'il a été décidé d'en faire mention dans le présent rapport.

(1) Budget, n° 120.

<i>Dépenses ordinaires :</i>		1914	1920
Chap. I.	Administration centrale . fr.	766,575	fr. 2,999,073
»	II. Pensions et secours. . . .	422,397	583,000
»	III. Sciences et lettres	1,778,550	4,100,565
»	IV. Enseignement supérieur . .	3,108,556	9,737,400
»	V. » moyen	5,642,633	14,368,424
»	VI. » primaire	31,450,870	110,368,778 (*)
»	VII. Beaux-Arts	2,522,367	4,837,435
<i>Dépenses exceptionnelles</i>		1,088,500	8,427,610

Au chapitre VII, Beaux-Arts, deux crédits ont particulièrement attiré l'attention de la Commission :

Art. 100. — Subsidés aux provinces et aux communes dont les ressources sont insuffisantes pour la restauration des monuments, etc., 125,000 francs.

Art. 101. — Subsidés aux provinces, aux communes et aux fabriques d'église pour restaurations artistiques aux édifices religieux classés comme monuments, etc., 200,000 francs.

Inutile d'insister sur l'importance de ces deux postes : ce sont les seuls qui permettent au Département des Sciences et des Arts de concourir à la conservation des monuments nationaux, c'est-à-dire de la partie la plus intéressante et la plus importante du patrimoine artistique du pays. Or, les chiffres prévus au Budget de 1920 sont identiquement les mêmes que ceux du Budget de 1914.

Il faut cependant constater que les travaux de restauration des monuments ont été suspendus forcément depuis six ans ; qu'en outre, le prix des matériaux a quintuplé ou sextuplé. Dans ces conditions, on ne peut que déplorer l'insuffisance, on peut même dire l'insignifiance, des crédits portés au Budget. Le Département sera évidemment forcé, dès maintenant, d'engager les crédits des budgets à venir, pratique déplorable, parfois en usage avant la guerre et qui devrait disparaître.

Sous le bénéfice de ces observations, la Commission, à l'unanimité des membres présents, propose l'adoption du projet de budget.

Le Rapporteur,
E. DERBAIX.

Le Président,
A. HOUZEAU DE LEHAIE.

(*) La principale cause de l'augmentation provient de l'application de la nouvelle loi organique de l'enseignement primaire qui met à charge de l'État les traitements des instituteurs.